

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

[C – 2013/24386]

**1^{er} OCTOBRE 2013. — Arrêté royal
octroyant un subside à l'ASBL « Animar »**

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, articles 121 à 124;

Vu la loi de finances pour l'année budgétaire 2013 du 17 décembre 2012, l'article 8, § 1^{er};

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, l'article 15, § 1^{er}, 4^o, c);

Sur la proposition de la Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Une subvention de mille euros, imputable à l'article 51 61 33 00 01 du budget du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, année budgétaire 2013, est allouée à l'ASBL « Animar », rue d'Hoogvorst 8-14, 1030 Bruxelles (numéro d'entreprise : 418.348.429; IBAN : BE03 2100 9220 1784) afin de soutenir le spectacle qui retrace l'histoire de l'hôpital psychiatrique de Beau vallon.

Art. 2. Les frais afférents à l'exécution du projet précité seront remboursés au bénéficiaire au fur et à mesure de l'introduction des pièces justificatives relatives aux frais de personnel et de fonctionnement de l'ASBL « Animar » à l'exclusion des frais d'investissement, avant le 31 mars 2014, date limite, auprès de la Direction générale Soins de santé (Eurostation, Bloc II, bur. 1E361, place Victor Horta 40, bte 10, à 1060 Bruxelles), à concurrence du montant mentionné à l'article 1^{er}.

Art. 3. Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} octobre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU**

[C – 2013/24386]

**1 OKTOBER 2013. — Koninklijk besluit
houdende toekenning van een toelage aan de VZW « Animar »**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, artikelen 121 tot 124;

Gelet op de Financiewet voor het begrotingsjaar 2013 van 17 december 2012, artikel 8, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, artikel 15, § 1, 4^o, c);

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een toelage van duizend euro, aan te rekenen ten laste van artikel 51 61 33 00 01 van de begroting van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, begrotingsjaar 2013, wordt toegekend aan de VZW « Animar », d'Hoogvorststraat 8-14, 1030 Brussel (ondernemingsnummer : 418.348.429; IBAN : BE03 2100 9220 1784) om de voorstelling die de geschiedenis van het psychiatisch ziekenhuis van Beau vallon beschrijft te ondersteunen.

Art. 2. De kosten van voornoemd project zullen aan de begunstigde terugbetaald worden naarmate de documenten ter staving van de personeelskosten en kosten in verband met het functioneren van de VZW « Animar » met uitzondering van investeringskosten, voorgelegd worden, uiterlijk vóór 31 maart 2014, aan het Directoraat-generaal Gezondheidszorg (Eurostation, Blok II, bur. 1E361, Victor Hortaplein 40, bus 10, te 1060 Brussel), dit binnen de perken van het in artikel 1 vermelde bedrag.

Art. 3. De minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 oktober 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

[C – 2013/24384]

Protocole d'accord n° 4 conclu entre le gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130, 135 et 138 de la Constitution, concernant la politique de santé à mener à l'égard des personnes âgées : monitoring de l'évolution du secteur pour les années 2013 et 2014

Vu les compétences respectives dont disposent l'Etat fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130 et 135 de la Constitution, ci-après dénommées Communautés/Régions, sur le plan de la politique de la santé à mener à l'égard des personnes âgées;

Vu le protocole 2 du 1^{er} janvier 2003 conclu entre le Gouvernement Fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130, et 135 de la Constitution relatif à la politique de la santé à mener à l'égard des personnes âgées ainsi que les avenants 1 et 2 au protocole susmentionné;

Vu le protocole 3 du 13 juin 2005, conclu entre le Gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130 et 135 de la Constitution, concernant la politique de la santé à mener à l'égard des personnes âgées, ainsi que les avenants 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 au protocole susmentionné;

Considérant que les défis consécutifs au vieillissement de la population et à l'augmentation du nombre de personnes âgées nécessitant des soins ne peuvent trouver de réponse que dans le cadre d'une politique de collaboration entre l'Etat Fédéral et les Communautés et Régions et

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU**

[C – 2013/24384]

Protocolakkoord nr. 4 gesloten tussen de federale regering en de overheden bedoeld in de artikelen 128, 130, 135 en 138 van de Grondwet, over het te voeren ouderenzorgbeleid : monitoring van de evolutie van de sector voor de jaren 2013-2014

Gelet op de respectieve bevoegdheden van de federale Staat en van de overheden bedoeld in de artikelen 128, 130 en 135 van de Grondwet, hierna de Gemeenschappen/Gewesten genoemd, wat betreft het te voeren ouderenzorgbeleid;

Gelet op het protocol 2 van 1 januari 2003 gesloten tussen de Federale Regering en de overheden bedoeld in de artikelen 128, 130 en 135 van de Grondwet over het te voeren ouderenzorgbeleid en de aanhangsels 1 en 2 bij het bovengenoemde protocol;

Gelet op het protocol 3 van 13 juni 2005 gesloten tussen de federale regering en de overheden bedoeld in de artikelen 128, 130 en 135 van de Grondwet betreffende het te voeren ouderenzorgbeleid en de aanhangsels 1, 2, 3, 5, 6, 7 en 8 bij het bovengenoemde protocol;

Overwegende dat er een passend antwoord op de vergrijzing van de bevolking en de toename van het aantal zorgbehoevende ouderen enkel in het kader van een beleid van samenwerking tussen de Federale Staat en de Gemeenschappen en Gewesten kan worden gegeven en dit beleid

qu'une telle politique doit tenir compte des évolutions démographiques différenciées entre Communautés/Régions et des besoins spécifiques qui en découlent;

Vu les travaux préparatoires relatifs au transfert de compétences dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat;

Vu la décision prise par le gouvernement fédéral en date du 12 juillet 2013 dans le cadre du contrôle budgétaire 2013 et de la fixation du budget initial 2014 selon laquelle : « Si, sur base des informations récentes et du monitoring des agréments de lits en maisons de repos dans les différentes Communautés et Régions mis en place suite à la Conférence interministérielle Santé du 24 juin 2013, on ne peut exclure, le risque de dépassement du budget partiel 2014 des maisons de repos, le Conseil des Ministres prendrait un arrêté royal en l'application de l'article 69, § 4, de la loi AMI, qui devrait, le cas échéant, être publié au *Moniteur belge* avant le 31 décembre 2013. »

Il est convenu ce qui suit :

1. Mise à disposition de moyens financiers complémentaires pour l'extension du secteur au cours de la période 2013-2014

Tenant compte des capacités financières limitées de l'Etat fédéral et des besoins différenciés des régions et communautés pour répondre au vieillissement de la population, l'affectation des moyens financiers correspondant à la marge budgétaire prévue pour une extension de la capacité d'accueil telle que fixée par le Conseil général de l'INAMI sera, pour les années 2013 et 2014, entièrement du ressort des communautés et régions, dans le respect des conditions prévues au présent protocole.

La Ministre fédérale de la Santé publique et des Affaires sociales s'abstiendra dès lors de prendre toute initiative qui aurait pour effet de réduire cette marge budgétaire.

Ces moyens financiers pourront être utilisés pour :

- l'agrément de nouveaux lits de maison de repos
- l'agrément de nouveaux lits de court-séjour
- ou la reconversion de lits de maison de repos en lits de maison de repos et de soins.

Afin de donner à chaque communauté ou région un maximum d'autonomie dans la définition de sa politique de développement du secteur, une enveloppe budgétaire est définie pour chacune d'entre elles. Ces enveloppes budgétaires sont définies sur la base de la part de population âgée de 80 et plus (au 1/01/2012 - source : Bureau fédéral du Plan) au sein de chaque communauté/régions, à savoir :

- 59,29 % en Communauté flamande
- 8,83 % en Région de Bruxelles-Capitale
- 31,25 % en Région Wallonne
- 0,63 % en Communauté germanophone

En ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, la répartition des moyens nouveaux entre la Commission Communautaire francophone et la Commission Communautaire commune est en outre fixée à 1/3 - 2/3.

Il convient en outre de préciser que :

- ces marges budgétaires ne remettent pas en question les éventuels moyens financiers encore disponibles dans le cadre de l'utilisation des équivalents-MRS prévus par le protocole 3 du 13 juin 2005 et qui peuvent être utilisés par les communautés et régions selon les modalités retenues par ce protocole et ses divers avenants;
- les montants additionnels annuels sont cumulatifs : le montant supplémentaire libéré pour 2014 s'ajoute au montant disponible dès 2013;
- une moindre utilisation, par l'une ou l'autre communauté ou région, des moyens financiers disponibles pour l'exercice 2013 ne réduit pas les marges mises à sa disposition en 2014 (enveloppe 2014 + enveloppe prévue pour 2013);

2. Monitoring des dépenses

En vue de maîtriser au maximum le risque éventuel de dépassement des budgets disponibles, les autorités fédérales, régionales et communautaires s'engagent à mettre en œuvre un mécanisme de monitoring des dépenses.

Ce mécanisme de monitoring sera basé sur la gestion commune d'un tableau reprenant, par communauté/région, toutes les demandes de nouveaux agréments ainsi que tous les agréments octroyés et qui concernent :

- l'ouverture ou la fermeture de lits MRPA
- l'ouverture ou la fermeture de lits de court-séjour
- la reconversion de lits MRPA en lits MRS.

rekening moet houden met de gedifferentieerde demografische evoluties tussen de Gemeenschappen/ Gewesten en de specifieke noden die daaruit voortvloeien;

Gelet op de voorbereidende werkzaamheden in verband met de overdracht van bevoegdheden in het kader van de 6e Staatshervorming;

Gelet op de beslissing die door de federale regering op 12 juli 2013 is genomen in het kader van de begrotingscontrole voor 2013 en de eerste opmaak van de begroting 2014 waarbij het volgende is beslist : « Indien men, op basis van de recente inlichtingen en de monitoring van de erkende bedden in rusthuizen in de verschillende Gemeenschappen en Gewesten die als gevolg van de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid van 24 juni 2013 werd ingesteld, niet kan uitsluiten dat het partiële budget 2014 van de rusthuizen dreigt te worden overschreden, zou de Ministerraad krachtens artikel 69, § 4 van de ZIV-wet een koninklijk besluit kunnen nemen dat, in voorkomend geval, vóór 31 december 2013 in het *Belgisch Staatsblad* zou moeten verschijnen. »

Wordt overeengekomen wat volgt:

1. Het ter beschikking stellen van bijkomende financiële middelen voor de verdere uitbreiding van de sector tijdens de periode 2013-2014

Rekening houdende met de beperkte financiële mogelijkheden van de Federale Staat en met de diverse behoeften van de gemeenschappen en gewesten om een antwoord te kunnen bieden aan de vergrijzing van de bevolking, zullen de financiële middelen die overeenkomen met de voorziene budgettaire marge zoals vastgelegd door de Algemene Raad van het Riziv voor de uitbreiding van de opnamecapaciteit in 2013 en 2014, volledig door de gemeenschappen en gewesten kunnen toegewezen worden, volgens de bepalingen die zijn voorzien in dit protocol.

De Minister van Volksgezondheid en Sociale zaken onthoudt zich tot elk initiatief dat een vermindering zou inhouden van deze budgettaire marge.

Deze financiële middelen kunnen ingezet worden voor :

- de erkenning van nieuwe bedden in rustoord voor bejaarden
- de erkenning van nieuwe bedden voor kortverblijf
- of de reconversie van bedden van rustoordbedden naar bedden rust- en verzorgingstehuis.

Om aan elke gemeenschap of gewest een maximum aan autonomie te geven in de bepaling van zijn politiek voor de ontwikkeling van de sector, wordt een budgettaire enveloppe bepaald voor elk van hen. Deze budgettaire enveloppes worden bepaald op basis van het aandeel van de bevolking van 80 jaar en meer (op 1/01/2012 - bron: Federaal Planbureau) binnen elke gemeenschap/gewest, wetende:

- 59,29 % voor de Vlaamse Gemeenschap
- 8,83 % voor Brussels Hoofdstedelijk Gewest
- 31,25 % voor het Waals Gewest
- 0,63 % voor de Duitstalige Gemeenschap.

Wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, zal de verdeling van de bijkomende middelen tussen de Franstalige gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie respectievelijk bepaald worden op 1/3 en 2/3.

Er wordt ondermeer gepreciseerd dat :

- deze budgettaire marges geenszins de financiële middelen in vraag stellen die nog beschikbaar zijn in het kader van het gebruik van de RVT-equivalenten die zijn voorzien in protocol 3 van 13 juni 2005 en die door de gemeenschappen/gewesten kunnen gebruikt worden volgens de modaliteiten die zijn voorzien in dat protocol of in zijn bijlagen .
- De bijkomende bedragen zijn uitgedrukt op jaarbasis en zijn cumulatief : het bijkomende bedrag dat wordt vrijgemaakt in 2014 wordt toegevoegd aan het bedrag dat beschikbaar is vanaf 2013.
- Een onderbenutting door de ene of door de andere gemeenschap of gewest van de middelen die beschikbaar zijn voor 2013 vermindert de marges niet die ter beschikking zijn in 2014 (= enveloppe 2014 + enveloppe die is voorzien voor 2013).

2. Monitoring van de uitgaven

Met het oog op het maximum beheersen van een eventueel risico op overschrijding van de beschikbare budgetten komen de federale overheid en de overheden van de gemeenschappen en gewesten overeen om een mechanisme van monitoring van de uitgaven uit te werken.

Dit mechanisme van monitoring zal gebaseerd zijn op het beheer van een gemeenschappelijke tabel waarin per gemeenschap/gewest, alle aanvragen voor nieuwe erkenningen als ook alle toegekende erkenningen worden opgenomen m.b.t. :

- de opening of sluiting van bedden ROB
- de opening of sluiting van bedden kortverblijf
- de reconversie van bedden ROB naar bedden RVT.

Compte tenu de l'impact budgétaire différé associé aux décisions d'agrément, le tableau de suivi reprendra toutes les demandes ou décisions d'agrément pour la période du 1^{er} octobre 2011 au 30 septembre 2014.

Ce tableau de monitoring doit permettre de calculer l'impact budgétaire de toute nouvelle décision d'agrément en tenant compte :

- de l'intervention INAMI moyenne dans le coût d'un séjour en MRPA, MRS ou en court-séjour et de son évolution au fil du temps (indexations) – voir tableau en annexe;
- ainsi que du taux d'occupation moyen de ces lits, à savoir :
 - o pour les MRPA : 89,68 %
 - o pour les MRS : 98,08 %
 - o pour les courts-séjours : 74,93 %
- étant entendu qu'un calcul spécifique sera appliqué pour les nouveaux établissements, afin de tenir compte d'une intervention INAMI moindre, en moyenne.

L'élaboration du tableau de monitoring est confiée à l'INAMI qui y introduira également toutes les données en sa possession en date du 31 juillet 2013 et concernant les agréments ayant pris cours depuis le 1^{er} octobre 2011.

Les communautés et régions s'engagent à :

- valider les données pré-encodées dans le tableau par l'INAMI
- renseigner dans le tableau toute nouvelle demande d'agrément ou tout nouvel agrément octroyé, dans les 15 jours ouvrables de leur prise de connaissance, en précisant le numéro d'agrément de l'établissement concerné, la date de son premier agrément, le nombre de lits concernés par la demande ou la décision d'agrément, le type de lits, et s'il s'agit d'une augmentation ou d'une réduction de capacité
- de mentionner dans le tableau, pour chaque nouvel agrément octroyé, s'il résulte de l'utilisation des équivalents-MRS accordés dans le cadre du protocole 3 et qui n'auraient pas encore été utilisés; en cas de reconversion, il convient également d'identifier les agréments MRPA qui sont retirés au profit d'un agrément de lit MRS
- de faire explicitement le lien, dans le tableau, entre demande et octroi d'agrément de lits à un établissement, en modifiant le statut de la « demande d'agrément » en « octroi d'agrément », ceci afin d'éviter toute double comptabilisation de lits
- d'envoyer à l'INAMI, dans les 8 jours suivant la décision des organes concernés, toute décision d'agrément ou de retrait d'agrément attribuée à un établissement en communiquant :
 - o une copie de la décision transmise à l'établissement
 - o le nombre de lits concernés, le type de lits, et s'il s'agit d'une augmentation ou d'une réduction de capacité
 - o si l'agrément résulte de l'utilisation des équivalents-MRS accordés dans le cadre du protocole 3 et qui n'auraient pas encore été utilisés
 - o en cas de reconversion, l'identification des agréments MRPA qui sont retirés au profit d'un agrément de lit MRS (nombre de lits, date de retrait d'agrément et identification de l'établissement).

Au minimum une fois par mois, l'INAMI procédera à une comparaison entre les décisions d'agrément qui lui ont été transmises et l'état du tableau de monitoring. Si des distorsions sont constatées, il appartient à l'INAMI d'en informer la région/communauté concernée, dans les 8 jours ouvrables suivant les constatations, en vue de corriger les anomalies.

3. Mode de communication des informations

Les documents relatifs aux décisions d'agrément visés ci-dessus seront, eux, communiqués à l'INAMI par la région/communauté concernée, par courrier (postal ou électronique).

En ce qui concerne les tableaux de monitoring, une solution informatique sera mise en place afin que ces tableaux puissent être gérés conjointement par chaque communauté/région et par l'INAMI sous la forme d'un dossier partagé.

Chaque autorité régionale ou communautaire concernée disposera de son propre tableau de monitoring auquel les autres communautés ou régions n'auront pas accès.

4. Mécanisme de compensation

En cas de risque de dépassement du budget disponible pour une communauté/région, et s'il apparaît qu'une autre communauté/région n'utilisera pas l'ensemble des moyens qui sont mis à sa disposition, un mécanisme de compensation pourra être envisagé.

Ce mécanisme de compensation devra cependant faire l'objet d'un avenant spécifique au présent protocole avant de pouvoir être mis en œuvre.

Rekening houdende met het budgettaire impact van erkenningsbeslissingen naar de toekomst toe, zal deze tabel alle aanvragen tot erkenning en alle erkenningen bevatten voor de periode van 1 oktober 2011 tot 30 september 2014.

Deze monitoringtabel moet het mogelijk maken om de budgettaire weerslag te bepalen van elke nieuwe beslissing van erkenning; deze houdt rekening met :

- de gemiddelde Riziv-tegemoetkoming in de kost van een verblijf in ROB; RVT of in kortverblijf in de loop van deze periode (indexaanpassingen) – zie tabel in bijlage;
- alsook met de hierna vermelde gemiddelde bezettingsgraden :
 - o voor de ROB : 89,68 %
 - o voor RVT : 98,08 %
 - o voor kortverblijf : 74,93 %.
- wetende dat een specifieke berekening zal toegepast worden voor nieuwe instellingen om op die manier rekening te houden met een lagere gemiddelde Riziv-tegemoetkoming.

De opmaak van de monitoringtabel wordt toevertrouwd aan het Riziv die hierin alle gegevens zal opnemen die in zijn bezit zijn op datum van 31 juli 2013 en dat wat alle erkenningen betreft sinds 1 oktober 2011.

De gemeenschappen en gewesten engageren zich om :

- de door het Riziv ingevoerde gegevens te valideren
- elke nieuwe aanvraag om erkenning of elke nieuwe toegekende erkenning binnen de 15 werkdagen toe te voegen in de tabel, met daarbij de informatie omtrent het erkenningsnummer van de betrokken instelling, de erkenningsdatum van de instelling, het aantal bedden dat het voorwerp uitmaken van de vraag voor erkenning of van de erkenning zelf, het type van bed, en of het gaat om een verhoging of een vermindering van de capaciteit.
- In de tabel voor elke nieuwe erkenning mee te delen of de erkenning voortvloeit uit het gebruik van RVT-equivalenten die zijn toegekend in het kader van protocol 3 en die nog niet werden gebruikt; in geval van reconversie moet eveneens de ROB-bedden worden in mindering gebracht ten voordele van de erkenning van RVT-bedden.
- expliciet in de tabel het verband te leggen tussen een vraag om erkenning en de erkenning zelf, door het statuut « vraag erkenning » te wijziging in « toekenning erkenning », om op die manier een dubbele aanrekening van bedden te vermijden.
- aan het riziv, binnen de 8 dagen nadat de bevoegde organen de beslissing hebben genomen, elke beslissing tot erkenning of intrekking van erkenning op te sturen, met de volgende informatie :
 - o een kopie van de beslissing die naar de instelling is verstuurd
 - o het betreffende aantal bedden, het type bed en of het gaat om een verhoging of een vermindering van de capaciteit
 - o of de erkenning het gevolg is van het gebruik van RVT-equivalenten toegekend in het kader van protocol 3 en die nog niet werden gebruikt,
 - o in geval van reconversie, de informatie over de ROB-bedden die werden gesloten om achteraf omgezet te worden als RVT-bed (aantal bedden, datum van intrekking en identificatie van de instelling waarin de erkenning van deze bedden is ingetrokken).

Minstens een keer per maand zal het Riziv een vergelijking maken tussen de erkenningbeslissingen die het heeft ontvangen en de monitoringtabel. Als hierbij afwijkingen worden vastgesteld komt het aan het Riziv toe om de gemeenschappen/gewesten hierover binnen de 8 werkdagen na vaststelling te informeren zodat eventuele anomalieën kunnen verbeterd worden.

3. Wijze van communicatie van informatie

De documenten die betrekking hebben op de erkenningsbeslissingen zullen door de gemeenschap/gewest worden overgemaakt aan het Riziv (per post of elektronisch).

Wat de monitoringtabellen betreft, zal een informatica-oplossing voorzien worden waarbij de tabellen zowel door elke gemeenschap/gewest als door het Riziv gezamenlijk kunnen beheerd worden in een gedeeld dossier.

Elke administratie van de gemeenschappen/gewesten zal over zijn eigen monitoringtabel beschikken waar de andere gemeenschappen/gewesten geen toegang toe hebben.

4. Mechanisme van compensatie

In geval van risico op overschrijding van het beschikbare budget voor een gemeenschap/gewest, en als blijkt dat er een andere gemeenschap/gewest het totaal van zijn toegewezen middelen niet zal gebruiken, kan er een mechanisme van compensatie worden voorzien.

Vooraleer dit compensatiemechanisme kan in werking treden, moet dat het voorwerp uitmaken van een specifiek aanhangsel aan dit protocol.

5. Suivi de l'exécution du présent protocole

L'autorité fédérale s'engage à informer le groupe de travail inter-cabinets chargé de la politique à mener envers les personnes âgées dès qu'il est constaté que, pour l'une ou l'autre communauté/région, l'estimation du coût pour l'assurance-maladie du total des demandes et décisions d'agrément mentionnées dans le tableau de monitoring dépasse l'enveloppe associée à la communauté ou région concernée.

L'autorité fédérale s'engage à informer et convoquer la Conférence interministérielle dès qu'il est constaté que, pour l'une ou l'autre communauté/région, l'estimation du coût pour l'assurance-maladie du total des décisions d'agrément mentionnées dans le tableau de monitoring et confirmées par la transmission des décisions d'agrément à l'INAMI dépasse l'enveloppe associée à la communauté ou région concernée.

Le présent protocole entre en vigueur le 1^{er} octobre 2013.

Ainsi conclu à Bruxelles, le 30 septembre 2013.

Pour le Gouvernement fédéral :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

5. Opvolging van dit protocol

De federale overheid engageert zich om de interkabinettenwerkgroep ouderenzorg te informeren als blijkt dat voor de ene of de andere gemeenschap/gewest de raming van de kost ten laste van de ziekteverzekering op basis van alle aanvragen van erkenning en van alle erkenningen zoals die zijn opgenomen in de monitoringtabel, de enveloppe overschrijden van de betrokken gemeenschap/gewest.

De federale overheid engageert zich om de Interministeriële Conferentie te informeren en samen te roepen van zodra er voor de ene of andere gemeenschap/gewest, wordt vastgesteld dat de raming van de kost ten laste van de ziekteverzekering op basis van alle erkenningen zoals die zijn opgenomen in de monitoringtabel en bevestigd door het overmaken van de erkenningsbeslissingen aan het Riziv, de enveloppe overschrijft die is toegewezen aan de betrokken gemeenschap/gewest.

Dit protocol treedt in werking op 1 oktober 2013.

Aldus overeengekomen te Brussel op 30 september 2013.

Voor de Federale Regering :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

Voor de Vlaamse Regering :

De Minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,
J. VANDEURZEN

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft :

Der Minister für Familie, Gesundheit und Soziales,
H. MOLLERS

Pour le Gouvernement wallon :

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Pour le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Membre du Collège, compétent pour la Fonction publique,
la Politique de la Santé et la Formation professionnelle
des classes moyennes,
Mme C. FREMAULT

Pour le Collège réuni
de la Commission communautaire comenne
de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Membre du Collège réuni,
compétent pour la Politique de la Santé et la Fonction publique,

Mme C. FREMAULT

Le Membre du Collège réuni,
compétent pour la Politique de l'Aide aux personnes, les Finances,
le Budget et les Relations internationales,
Mme E. HUYTEBROECK

Le Membre du Collège, compétent pour la Formation professionnelle,
la Culture, le Transport scolaire, l'Action sociale, la Famille,
les Sports et les Relations internationales,

R. MADRANE

Voor het Verenigd College
van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie
van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

Het Lid van het Verenigd College,
bevoegd voor het Gezondheidsbeleid, Financiën, Begroting
en Internationale Betrekkingen,

G. VANHENGEL

Het Lid van het Verenigd College,
bevoegd voor het Beleid inzake Bijstand aan Personen
en Openbaar Ambt,
Mevr. Br. GROUWELS

ANNEXE — BIJLAGE

	prix institution existante - prijs bestaande instelling				prix nouvelle institution - prijs nieuwe instelling			
	index 114,97	index 117,27	index 119,62	index 122,01	index 114,97	index 117,27	index 119,62	index 122,01
Date/datum	1/05/2011	1/02/2012	1/12/2012	xxx**	1/05/2011	1/02/2012	1/12/2012	xxx**
Forfait moyen MRPA Gemiddelde forfait ROB	€ 47,26	€ 48,21	€ 49,18	€ 50,16	€ 33,43	€ 34,10	€ 34,78	€ 35,48
Forfait moyen MRS Gemiddelde forfait RVT	€ 70,49	€ 71,90	€ 73,34	€ 74,81	€ 70,49	€ 71,90	€ 73,34	€ 74,81
Forfait moyen CS Gemiddelde forfait KVB	€ 38,84	€ 39,62	€ 40,41	€ 41,22	€ 33,43	€ 34,10	€ 34,78	€ 35,48

** : Date qui sera fixée en fonction du dépassement de l'indice-pivot / Datum in functie van de overschrijding van de spilindex